

URL de cet article <https://www.legrandsoir.info/une-autoroute-de-cocaine-vers-l-europe-que-washington-prefere-ignorer.html>

13 septembre 2025

Une autoroute de cocaïne vers l'Europe que Washington préfère ignorer



Hernando CALVO OSPINA

Bien qu'il existe des plaintes concrètes liant certaines entreprises bananières en Équateur au trafic de cocaïne, parmi lesquelles Noboa Trading, les enquêtes judiciaires n'ont pas avancé...

Il était président de la Colombie depuis à peine un mois quand Alvaro Uribe Vélez s'est rendu à Washington. Le mercredi 25 septembre 2002, il devait rencontrer son homologue George Bush fils. On raconte que, la veille, on l'avait conduit très discrètement au Département d'État et que, dans un salon à part, on lui montra plusieurs cartons contenant des rapports de renseignement et des mémorandums le liant aux narcotrafiquants du Cartel de Medellín, ainsi qu'aux structures paramilitaires. Lorsqu'Uribe Vélez fit comprendre qu'il avait saisi le message, on l'amena en un lieu où l'attendaient des membres de sa délégation qui furent frappés par sa pâleur. Le National Security Archive a rendu publics quelques-uns de ces documents en juillet 2004.

Si, avant ce jour-là en Colombie, les gringos exerçaient déjà un grand pouvoir, à partir de ce septembre le pays s'est retrouvé à genoux, à leur merci, parce qu'Uribe devait accepter tout ce que Washington lui demandait. Cependant que toute l'horrible criminalité d'Uribe était tolérée, et même encouragée par Washington. Il devint alors clair que le narcotrafic et sa cruauté n'étaient pas un problème pour les États-Unis, du moment qu'ils servaient leurs intérêts stratégiques.

Car Washington dispose d'une arme très puissante pour atteindre ses objectifs sans recourir directement aux armes : le chantage à l'information, presque toujours personnelle, intime, toujours destinée à être utilisée contre ses alliés ou ceux qui veulent cesser de l'être. Car contre ceux qu'il déclare ennemis ou peu fiables, il s'autorise à inventer des histoires, même sans preuves à présenter. Comme l'avait dit l'un des plus grands idéologues de ce régime, Henry Kissinger : « Être l'ennemi des États-Unis peut être dangereux, mais être leur ami est fatal. »

Bush fils, puis Obama, vantèrent les mérites d'Uribe pour sa « coopération » avec les États-Unis, tandis que la cocaïne entrainait dans le pays comme par une canalisation, tout en se félicitant d'une prétendue « lutte conjointe contre le narcotrafic et le terrorisme ».

Sous le gouvernement du président Biden, les éloges furent adressés à Daniel Noboa, puis continués sous Trump. Noboa, président de l'Équateur depuis novembre 2023, est né à Miami et possède la double nationalité. Il a poursuivi des études supérieures aux États-Unis de 2008 à 2022, avant de revenir en Équateur pour se lancer en politique. Son père, Álvaro Noboa, est l'homme le plus riche d'Équateur et candidat présidentiel à cinq reprises. La fortune familiale provient principalement de la production et de l'exportation de bananes, via l'entreprise Noboa Trading.

En Équateur, grand producteur et exportateur mondial de bananes, la plupart des entreprises qui les produisent et/ou les exportent ont leur siège aux États-Unis. Certaines de ces multinationales opèrent par le biais de filiales : UBESA, filiale de Dole Food Company, principal exportateur ; Reybanpac, filiale de Holding Favorita Fruit Company Ltd. ; Del Monte Fresh ; et Chiquita Brands International.

Une autre grande entreprise est Noboa Trading, équatorienne, détentrice de la marque Bonita Banana. Ce groupe contrôle toute la chaîne : production, commercialisation, fabrication d'intrants (comme les cartons d'emballage et les engrais) jusqu'à l'exportation. Noboa Trading appartient majoritairement à Lanfranco Holding S.A., une société offshore basée au Panama. Selon les documents révélés par les « Pandora Papers », les véritables propriétaires et bénéficiaires de Lanfranco sont Daniel Noboa, président de l'Équateur, et son frère Juan (John) Noboa. Lanfranco Holding détient 51% des actions de Noboa Trading. L'autre actionnaire est Inmobiliaria Zeus S.A., liée à d'autres membres de la famille Noboa, dont le président lui-même.

Des rapports journalistiques et des études, comme le rapport publié en 2025 par la Commission européenne, affirment que la plupart de la cocaïne saisie en Europe provenait de cargaisons de bananes équatoriennes. Selon la Commission, 57% des conteneurs quittant le port de Guayaquil, principal port équatorien, transportaient de la drogue parmi les fruits. Plus de la moitié de la cocaïne saisie en Équateur à destination de l'Europe et des États-Unis provenait également de ce port, dissimulée de cette manière

Par exemple, la plus grande saisie de l'histoire de l'Espagne, le 14 octobre 2024, concernait 13 tonnes de cocaïne camouflée de cette manière, découvertes au port d'Algésiras. Le navire était parti de Guayaquil.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a rappelé, dans son Rapport mondial sur les drogues 2025, que la Colombie demeurerait l'épicentre de la production de feuilles de coca et de cocaïne. Il précise que la majeure partie du trafic (87%) vers l'Amérique centrale, le Mexique, les États-Unis et l'Europe transite par le Pacifique. En partie par la Colombie, mais principalement depuis l'Équateur. Seuls 8% passeraient par la Caraïbe colombienne.

Bien qu'il existe des plaintes concrètes liant certaines entreprises bananières en Équateur au trafic de cocaïne, parmi lesquelles Noboa Trading, les enquêtes judiciaires n'ont pas avancé, car les procureurs chargés de ces dossiers sont régulièrement démis de leurs fonctions. Le nouveau venu doit alors tout reprendre presque à zéro.

Malgré cela, et reprenant presque les éloges qui avaient été adressés en son temps à Álvaro Uribe, le célèbre narco-paramilitaire, le 5 septembre dernier, le secrétaire d'État Marco Rubio a affirmé depuis Quito que les États-Unis sont l'un des grands alliés de l'Équateur en matière de sécurité, de commerce et de coopération. La chancelière Gabriela Sommerfeld a clairement déclaré que l'Équateur était prêt à s'aligner sur les priorités de son principal partenaire : « Les objectifs que s'est fixés le président Daniel Noboa sont exactement ceux du président Trump. »

La chancelière s'est aussi félicitée des accords conclus à l'occasion de la visite du secrétaire d'État, qui prévoyaient 13,5 millions de dollars pour combattre les « menaces narcoterroristes », et 6 millions pour des drones destinés à renforcer la Marine. Déjà en juillet, les Forces armées équatoriennes avaient reçu des équipements technologiques d'une valeur de 8 millions de dollars pour le contrôle frontalier terrestre et maritime, livrés par les États-Unis, afin de « renforcer les capacités » militaires dans la lutte contre le narcotrafic, selon le ministre de la Défense Gian Carlo Loffredo.

En contrepartie de ces apports militaires, Sommerfeld a annoncé que l'Équateur avait accédé à une demande clé de Rubio : accueillir des migrants expulsés des États-Unis, en tant que « pays tiers sûr », comme « geste de gratitude » envers son partenaire : « L'Équateur va soutenir les États-Unis dans cette démarche, c'est un symbole, c'est important pour notre allié. »

Lors de la conférence de presse, un journaliste rappela à Rubio que le rapport de l'ONU sur les drogues avait été clair : près de 90% de la cocaïne sort par le Pacifique, principalement par le pays qu'il visitait, l'Équateur. Sans s'attarder, le journaliste lui demanda pourquoi un quasi-blocus naval frappait le Venezuela, alors que par ce pays ne transitait qu'à peine 5% de la cocaïne, elle-même en provenance de Colombie. Il n'a pas eu le temps de lui dire, et aucun autre journaliste n'a osé ajouter, que l'ONU soulignait que le Venezuela n'était pas un acteur majeur de la production ni du trafic de drogues dans la région, son territoire étant reconnu libre de cultures illicites.

Et dans sa réponse, Marco Rubio a laissé transparaître une certaine colère : « On dit que le Venezuela n'est pas impliqué dans le trafic de drogues parce que l'ONU l'affirme. Mais je me fiche de ce que dit l'ONU ! Parce que l'ONU ne sait pas de quoi elle parle ! Maduro est inculpé par un grand jury du district sud de New York. (...) Il n'y a aucun doute que Maduro est un narcotrafiquant. » Ainsi balaya-t-il les rapports internationaux sur le narcotrafic pour justifier des actions unilatérales, en l'occurrence militaires, de son gouvernement.

La vérité est que, jusqu'à aujourd'hui, la justice des EU n'a présenté aucune preuve tangible contre le président Maduro ni contre aucun haut dirigeant de cette nation bolivarienne.

En 2025, le régime étasunien aurait fourni environ 25 millions de dollars au gouvernement Noboa pour lutter contre la principale route du trafic de cocaïne, que la BBC qualifiait déjà en 2021 « d'autoroute de cocaïne vers les États-Unis et l'Europe ».

Ces 25 millions devraient servir à combattre les mafias étrangères en Equateur – italiennes, albanaises, colombiennes et mexicaines – qui, chaque année, contrôlent davantage de territoire. Mais nul ne sait comment de tonnes de cocaïne se retrouvent dissimulées dans les bananes principalement, ainsi que dans des cargaisons de crevettes et d'autres produits d'exportation.

Sans doute trop modestes pour ce travail titanesque, ces 25 millions contrastent avec les dépenses colossales engagées pour maintenir le siège militaire contre le Venezuela, qui serait le grand centre du narcotrafic universel, selon Washington : 8 cuirassés, 2 400 missiles, près de 8 000 marines et même un sous-marin nucléaire, qui coûtent au contribuable étasunien entre 7 et 10 millions de dollars par jour. Ils sont stationnés depuis près d'un mois au large des côtes boliviennes, où leur seule prouesse fut de couler une petite barque avec un missile. Faites le calcul.

En définitive, ces 25 millions de dollars, bien utilisés, seraient suffisants pour surveiller de près les exportateurs de bananes, à commencer par l'entreprise de ce grand « coopérateur », le président Noboa, ainsi salué par Marco Rubio entre embrassades.

Et entre deux étreintes, Washington tient Noboa bien en main. Comme Uribe jadis. Pauvre Équateur.

source : <https://blogs.mediapart.fr/hernando-calvo-ospina/blog/120925/une-autoroute-de-cocaine-vers-leurope-que-washington-prefere-ignorer>